



CAISSE DES DEPOTS
Direction de l'immobilier et de l'environnement de travail
56 rue de Lille
75356 Paris 07 SP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACCORD-CADRE SERVICES D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS AU PROFIT DE LA CAISSE DES DEPOTS

<p>Lot 1 Entretien des espaces verts du site d'Arcueil Réservé aux entreprises adaptées</p>
<p>Lot 2 Entretien des espaces verts du site de Blois Réservé aux entreprises adaptées</p>

ACCORD-CADRE n° 2 0 2 3 5 0 9 4

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales du contrat	4
1.1.	Objet du contrat	4
1.2.	Décomposition du contrat	4
1.3.	Type d'accord-cadre	4
1.4.	Réalisation de prestations similaires	4
1.5.	Clauses de réexamen	4
2.	Pièces contractuelles	5
2.1.	Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
3.	Durée et délais d'exécution	5
3.1.	Durée du contrat	5
3.2.	Délai d'exécution	5
4.	Prix de l'accord-cadre	6
4.1.	Caractéristiques des prix pratiqués	6
4.2.	Modalités de variation des prix	6
5.	Garanties Financières	7
6.	Avance	7
7.	Modalités de règlement des comptes	7
7.1	Présentation des demandes de paiements	7
7.2	Délai global de paiement	9
7.3	Paiement des cotraitants	9
7.4	Paiement des sous-traitants	9
8.	Conditions d'exécution des prestations	9
8.1	Lieu d'exécution	10
8.2	Modalités d'exécution des prestations récurrentes	10
8.3	Modalités d'exécution des prestations ponctuelles	10
8.4	Obligations du Titulaire	10
8.5	Disponibilité et compétences des intervenants	11
8.6	Confidentialité	12
8.7	Obligation de conseil et de mise en garde	12
8.8	Force majeure / Situation d'état d'urgence sanitaire	13
8.9	Garantie en contrefaçon	13
8.10	Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution	14
8.11	Travail dissimulé	14
8.12	Clause de non-exclusivité	14
8.13	Clause RSE	14
9.	Protection des données à caractère personnel	15
10.	Constatation de l'exécution des prestations	15
10.1	Vérifications	15
10.2	Décision après vérification	16
11.	Pénalités	16
11.1	Conditions générales d'application des pénalités	16
11.2	Pénalités	16
11.3	Pénalité pour travail dissimulé	17
12.	Responsabilités	17
13.	Assurances	17
13.1	Garanties minimales exigées	17
13.2	Dispositions en cas de sinistre	18
14.	Résiliation du contrat	18
14.1	Conditions de résiliation de l'accord-cadre	18
14.2	Redressement ou liquidation judiciaire	19
15.	Règlement des litiges et langues	19
16.	Clauses complémentaires	19
16.1	Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT	19

16.2	Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur.....	19
16.3	Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption.....	20
16.4	Régularité administrative du Titulaire.....	20
16.5	Changement de circonstances	21
17.	Dérogations	21

1. Dispositions générales du contrat

1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent **des services d'entretien des espaces verts pour les sites de la Caisse des Dépôts d'Arcueil (94) et de Blois (41) (ci-après la « Caisse des Dépôts » ou la « CDC » ou l'« Acheteur »).**

Lieu(x) d'exécution :

- Lot 1 : Arcueil (94) ;
- Lot 2 : Blois (41) ;

1.2. Décomposition du contrat

L'accord-cadre comprend les lots suivants :

Lot	Désignation
1	Services d'entretien des espaces verts pour le site d'Arcueil (94) – Réservé aux entreprises adaptées
2	Services d'entretien des espaces verts pour le site Blois (41) – Réservé aux entreprises adaptées

1.3. Type d'accord-cadre

Il s'agit d'un **accord-cadre mono-attributaire** passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-7 à R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il est traité à **prix mixtes avec une partie forfaitaire pour les prestations récurrentes et une partie à bons de commande pour les prestations ponctuelles.**

Il est sans montant minimum, mais avec un maximum en valeur, conformément au 2° de l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sur la durée de l'accord-cadre, de **624 000 € HT** pour le lot 1 et de **124 000 € HT** pour le lot 2.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande sur la base des prix figurant dans son annexe financière.

1.4. Réalisation de prestations similaires

L'Acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au Titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.5. Clauses de réexamen

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen suivantes pourront s'appliquer en cours d'exécution de l'accord-cadre :

- Arrêt ou suspension de prestations liées à un événement indépendant de la volonté de l'Acheteur ;
- Disparition d'un indice de révision de prix ;

En cas de disparition d'un indice de révision de prix sans substitution de ce dernier, un nouvel indice est choisi par l'Acheteur avec l'accord du Titulaire et par échange de courrier. Si l'indice est substitué par un autre plus récent, le dernier indice en vigueur fait foi.

Le Titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées à l'accord-cadre initial.

- Changement de dénomination sociale du Titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Acheteur et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) et, le cas échéant toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

- Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre ;

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion/absorption ou mise en location gérance, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Acheteur.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'Acheteur vérifiera que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article R. 2343-16 du Code de la commande publique et aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (Titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D.8254-3 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Un extrait Kbis, une fiche SIREN et un relevé d'identité bancaire devront également être joints à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, ce changement fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter l'accord-cadre, l'Acheteur procédera à la résiliation de l'accord-cadre sans indemnités ni préavis.

2. Pièces contractuelles

2.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenant, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant cet accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

3. Durée et délais d'exécution

3.1. Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement trois (3) fois, pour une nouvelle durée d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le Titulaire ne pourra s'opposer à ces reconductions. La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par l'Acheteur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

3.2. Délai d'exécution

Les fréquences d'exécution des prestations récurrentes sont précisées à l'article 4 de chaque CCTP.

Conformément aux dispositions de l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, les délais d'exécution des prestations ponctuelles sont fixés **dans les bons de commande** émis par l'Acheteur.

Les livrables définis dans l'article 8 de chaque CCTP, sont transmis aux fréquences précisées, à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces fréquences et délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés à l'article 11.2 du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où, aux termes des documents contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

Les délais d'exécution peuvent être prolongés dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

4. Prix de l'accord-cadre

4.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations récurrentes seront réglées par application du prix global forfaitaire dont le libellé est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexé à l'Acte d'Engagement de l'Accord-cadre.

Les prestations exceptionnelles seront réglées par application aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont les libellés sont donnés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, notamment les livrables dus au titre des obligations de reporting, traçabilité, sécurité, qualité, RSE, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire) spécifiques à l'exécution de la prestation (sous réserve que le lieu d'exécution de la prestation ne soit pas distant de plus de 200 kilomètres du lieu de l'établissement habituel du Titulaire), ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement l'exécution des prestations.

4.2. Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables semestriellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sur demande écrite préalable du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * \left(\frac{I_n}{I_0}\right)$$

Dans laquelle :

- C_n désigne le coefficient de révision ;
- I_0 désigne la valeur de l'index de référence au mois zéro ;
- I_n désigne la valeur de l'index de référence au « mois n », à savoir le mois précédent celui au cours duquel commence la période de validité des prix révisés. Le mois retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

L'indice de référence I est :

Index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 - Identifiant 001711017, publié sur le site internet de l'INSEE, est le dernier indice connu et définitif, consultable en suivant le lien : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711017>

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une hausse des prix initiaux supérieure à 10%, l'Acheteur aura la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée de l'accord-cadre. La date d'effet de cette résiliation sera alors la date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs en cause.

5. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6. Avance

Aucune avance ne sera appliquée.

7. Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les prestations rémunérées forfaitairement feront l'objet de situations mensuelles d'un montant égal au douzième du prix global et forfaitaire de la période annuelle considérée.

Pour les prestations à bons de commande d'une durée supérieure à un mois, des acomptes mensuels pourront être versés sur présentation d'une situation dont le montant sera établi en fonction de l'état d'avancement constaté des travaux. La facture définitive établie dès la fin constatée des prestations mentionnera les éventuels acomptes versés. Pour celles d'une durée inférieure à un mois, la facture définitive sera présentée dès la fin constatée des prestations.

7.1 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal (RIB, IBAN) ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'accord-cadre ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;

- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Facturation électronique :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1^{er} janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr

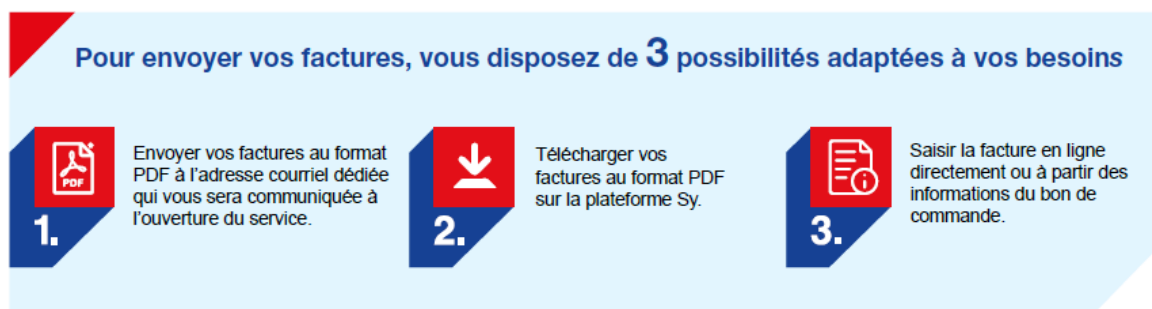
Le mode opératoire est précisé ci-dessous :

PORTAIL SY – MODE OPERATOIRE

Comment accéder au service en ligne ?

- **Si vous êtes déjà utilisateurs du service SY :**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous en êtes informé dans votre espace fournisseur. Vos identifiants actuels sont immédiatement utilisables.
- **Si vous êtes nouvel utilisateur du service SY :**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous recevrez par messagerie vos identifiants de connexion. Vous pourrez administrer les droits d'autres utilisateurs, configurer votre compte utilisateur et déposer vos factures.

Comment utiliser la plateforme SY ?



Les informations à mentionner sur vos factures :

- Une facture comporte un numéro unique de commande, obligatoire dans tous les cas ;
- Mentionnez votre compte bancaire sur la facture au format IBAN ;
- Veillez à mentionner le/les taux de TVA correspondant à votre situation et aux prestations fournies à la Caisse des Dépôts ;
- Indiquez toujours une référence de facture et une référence de bon de commande sur les avoirs ;

Les règles à suivre pour transmettre vos factures :

- Une commande peut faire l'objet d'un seul acompte sous réserve d'accord par la direction acheteuse ;
- Transmettez un PDF natif qui ne soit pas une image ou un scan ;
- Utilisez des mots clés explicites pour désigner le numéro de commande CDC (par exemple *commande CDC* : ou *votre référence* : ou *AFP* et également pour désigner vos coordonnées bancaires (par exemple *IBAN*) ;
- Utilisez la messagerie collaborative intégrée pour échanger avec le service facturation fournisseurs de la Caisse des Dépôts ;
- Recommandation si vous intervenez en tant que sous-traitant : demandez au Titulaire du marché de signer électroniquement vos factures avant transmission sur le portail ;

Comment valider vos factures ?

- Lorsque vous envoyez/téléchargez vos factures au format PDF, celles-ci bénéficient d'une lecture automatisée. Il vous appartient ensuite de valider et signer électroniquement en ligne vos factures avant intégration par la Caisse des Dépôts.

Vous avez besoin d'assistance ?

- Consultez [l'aide en ligne](#) du Portail SY ;
- Votre question n'a pas trouvé de réponse et vous devez nous joindre, contactez : Assistance-SY@caissedesdepots.fr

Pour les autres membres du groupement :

Les demandes de paiement devront parvenir directement à chaque membre du groupement correspondant. Les adresses des plateformes de paiement des autres membres du groupement seront communiquées au Titulaire de l'Accord-cadre, après sa notification.

7.2 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) Titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

7.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.4 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du Titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

8. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

8.1 Lieu d'exécution

L'exécution des prestations aura lieu à Arcueil (lot 1) et Blois (lot 2).

8.2 Modalités d'exécution des prestations récurrentes

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations forfaitaires est fixée à début septembre 2023 pour les 2 lots.

8.3 Modalités d'exécution des prestations ponctuelles

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins, par application aux quantités réellement exécutées des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler leurs observations ;
- Les délais de livraison et d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison et d'exécution des prestations ;
- Les contraintes particulières liées à l'exécution du bon de commande ;
- Le montant du bon de commande, par référence aux prix figurant dans le bordereau de prix unitaires de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sauf stipulation différente des documents de l'accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire.

L'Acheteur a la possibilité d'émettre des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. L'exécution de bons de commande émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. La durée maximale d'exécution des bons de commande sera de 3 mois.

8.4 Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations du présent accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par celui-ci. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu d'une obligation de résultat quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'accord-cadre.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils sont alors tenus de respecter les règles de sécurité et de confidentialité transmises par l'Acheteur.

Ces intervenants demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du Titulaire, qui est seul habilité à donner des instructions à ses collaborateurs et, le cas échéant, à les sanctionner. Les prestataires exécutent leurs missions dans des conditions exclusives de tout lien de subordination vis-à-vis de l'Acheteur.

Par ailleurs, les intervenants du Titulaire s'engagent à participer, sur invitation de l'Acheteur, à toutes les réunions de travail relatives à l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

L'Acheteur se réserve le droit d'exiger à tout moment le remplacement de toutes personnes participant à l'exécution des prestations, pour motifs légitimes. Le Titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans la décision de remplacement.

Il sera alors transféré au remplaçant la connaissance des informations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire se porte garant du respect de ces dispositions par son personnel et par ses éventuels sous-traitants.

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation de son personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre.

Formation du personnel :

Le Titulaire assurera la formation du personnel chargé de réaliser les prestations selon les conditions fixées dans son offre.

Autres obligations particulières du Titulaire :

Le Titulaire organise et exécute sa mission à ses frais, risques et périls, toutefois l'Acheteur se réserve le droit d'interrompre aux torts du Titulaire une prestation exécutée dans des conditions contraires aux règles de sécurité.

En aucun cas le Titulaire ne pourra engager une dépense quelconque ou contracter avec un tiers au nom et pour le compte de l'Acheteur.

8.5 Disponibilité et compétences des intervenants

Le Titulaire affecte à l'exécution de l'accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification, d'expérience et de toutes les habilitations et autorisations nécessaires pour réaliser les prestations de l'accord-cadre, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci.

En particulier, le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique chargé du suivi global et de l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre, garantissant un contact permanent pour répondre aux demandes de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail.

Dans l'hypothèse où les intervenants du Titulaire serait indisponible, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais l'Acheteur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant des nouveaux intervenants ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente de l'interlocuteur unique, ou d'un membre de l'équipe dédiée, le Titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant à l'Acheteur sous un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de ladite indisponibilité. Dans le cas où ce profil ne satisfait pas le niveau de compétence et de disponibilité requis, l'Acheteur se réserve la possibilité de récuser l'intervenant et de demander à nouveau au Titulaire la présentation d'un nouveau profil, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien la qualité des prestations ni les délais de fourniture des livrables. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations...) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Cet engagement du Titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté. Aussi, le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites au CCAP faisant suite à un changement d'intervenant constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Le non-respect de ces dispositions autorise l'Acheteur à prononcer la résiliation fautive de tout ou partie du présent accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 15 du présent document.

8.6 Confidentialité

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations, données et documents concernant notamment l'Acheteur, de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent accord-cadre.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières de l'accord-cadre :

- Les personnes dédiées à l'exécution de la prestation (et/ou sous-traitants) travailleront exclusivement sur des postes de travail dont la configuration et celle des outils de sauvegarde sera conforme aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par le responsable de projet de l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- Le Titulaire ne gardera aucune copie des documents préparés à l'occasion des prestations, ni de toute application, ni de tout fichier de sauvegarde, intermédiaires ou non, et les détruira à l'issue de l'accord-cadre sous réserve d'une seule copie d'archive, uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires, et conservée dans des conditions strictes de confidentialité.

Le Titulaire sera relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- Entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- Dont la divulgation a été autorisée par écrit par l'Acheteur ;
- Que la loi ou la réglementation oblige à divulguer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant participé à l'exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des livrables et des documents de travail (tant internes qu'externes), relatifs à l'exécution de l'accord-cadre, et tant en ce qui concerne l'existence même du présent accord-cadre que les objectifs poursuivis par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations de l'Acheteur ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations sauf accord exprès de l'Acheteur.

8.7 Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informera régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations, a minima et le cas échéant dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- À alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre ;
- À contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- À faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- À ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

8.8 Force majeure / Situation d'état d'urgence sanitaire

Les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombe en vertu de l'accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due, en cas de force majeure.

- En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :
- De notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- D'en indiquer la durée prévisible ;
- D'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

Dans le cas particulier des crises sanitaires ou situations d'état d'urgence sanitaire au sens de l'article L. 3131-12 du Code de la santé publique conduisant les autorités publiques à adopter des mesures visant à la restriction de la circulation des personnes et des biens, **les commandes** pourront être **annulées ou reportées sans indemnité ni préavis**.

8.9 Garantie en contrefaçon

Le Titulaire déclare que les fournitures et résultats des prestations, notamment les outils informatiques qu'il met en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre, et tous autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent accord-cadre sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent accord-cadre et à octroyer à l'Acheteur les droits qui y figurent et que rien ne s'oppose donc à la conclusion de l'accord-cadre.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des fournitures et résultats des prestations, notamment des outils informatiques qu'il met en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre, et des autres éléments fournis dans le cadre du présent accord-cadre constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale.

A ce titre, le Titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels l'Acheteur pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de l'action, réclamation, revendication ou opposition, ainsi que les frais de toute nature dépensés par l'Acheteur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas d'action, réclamation, revendication ou opposition comme indiqué ci-dessus, le Titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour l'Acheteur d'assurer son activité :

- Soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon ou l'engagement de responsabilité, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications de l'accord-cadre ;
- Soit obtenir l'autorisation pour l'Acheteur de continuer à utiliser l'élément litigieux ;
- Soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications de l'accord-cadre et ne donnant pas lieu à une action, réclamation, revendication ou opposition d'un tiers.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre de l'accord-cadre, et donc après la cessation du présent accord-cadre pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au présent CCAP.

8.10 Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants au sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance désormais codifiée aux articles L 2193-1 à L 2193-14 du code de la commande publique, pour l'exécution de parties de l'accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre n°20235394. Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. »

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (Formulaire Cerfa DC4).

8.11 Travail dissimulé

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

8.12 Clause de non-exclusivité

Sans préjudice à l'obligation de respecter l'ensemble des obligations contractuelles souscrites au titre du présent accord-cadre, l'Acheteur se réserve le droit de passer des commandes auprès d'un autre prestataire pour des besoins occasionnels et ponctuels, et ce dans la limite maximum de 5% du montant maximum annuel estimé.

8.13 Clause RSE

Clause Environnementale :

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental suivants :

- Tous les documents livrables éventuels devront être mis à disposition au format dématérialisé (format .xls, .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent) ;
- Les émissions de carbone doivent respecter les exigences de l'article 3.3 des CCTP ;

- Fourniture de fleurs issues de production responsable ou du commerce équitable ;
- Réduction de la production et valorisation des déchets. La gestion des déchets végétaux doit respecter les exigences de l'article 3.3 des CCTP ;
- Usage de véhicules à très faibles émissions ou à faibles émissions. Les véhicules utilisés dans le cadre des prestations doivent respecter les exigences de l'article 3.3 du CCTP.

A défaut, les véhicules utilisés fonctionnent au Bio-GNV ou respectent au minimum les prescriptions des normes :

- Pour les véhicules voitures et utilitaires légers essence : EURO V ;
- Pour les véhicules lourds essence : EURO VI ;

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Par ailleurs, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander en cours d'exécution une copie des cartes grises des véhicules utilisés et d'effectuer des contrôles aléatoires lors de la présence des véhicules sur l'un des sites d'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de non-respect des clauses environnementales prévues à cet article, le Titulaire s'expose à l'application des pénalités définies à l'article 11.2 du présent CCAP.

9. Protection des données à caractère personnel

Chaque Partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire détermine seul les finalités et moyens des traitements de Données Personnelles qu'il effectue dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, et à ce titre agit en tant que responsable de traitement. Par conséquent, le Titulaire fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable, et en particulier :

- (i) De l'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement si nécessaire et de la gestion de leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition et à l'effacement de leurs Données Personnelles, à la limitation du traitement ainsi qu'au droit de décider du sort de leurs Données Personnelles après leur mort ;
- (ii) De la sécurité des Données Personnelles notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard des caractéristiques du traitement, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données Personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, aux Données Personnelles, mais également pour en assurer la disponibilité selon la Réglementation Protection des Données Applicable.

Le Titulaire s'engage à ne traiter les Données Personnelles que pour les besoins stricts de l'exécution de l'accord-cadre, ou pour toute autre finalité ultérieure qui serait compatible avec les finalités initiales de traitement de ces Données Personnelles, au regard de l'accord-cadre.

10. Constatation de l'exécution des prestations

10.1 Vérifications

Par dérogation aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par le représentant l'Acheteur en charge de l'exécution du contrat, elles se dérouleront selon les stipulations de l'article 2.3 du CCTP « Contrôle de la prestation ».

10.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le représentant l'Acheteur, en charge de l'exécution du contrat, prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

11. Pénalités

11.1 Conditions générales d'application des pénalités

Sauf stipulation contraire, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, au moment où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux stipulations contractuelles (article 13.3 du CCAG-FCS), force majeure ou en application de l'article 21.5 du CCAG-FCS.

Les pénalités autres que les pénalités de retard ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire sur la durée totale de l'accord-cadre, hors pénalités appliquées au titre de l'article 11.3 du présent CCAP, ne peut pas être supérieur à 10 % du montant cumulé HT des prestations forfaitaires de l'accord-cadre.

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 41 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-FCS.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer ces dernières.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

11.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Pénalités	Montant	Motif
Pénalités de retard pour non-respect du planning d'intervention (Art. 8.2 des CCTP)	50 euros HT par constat (forfaitaire)	Chaque constat de non-respect des délais sera considéré comme un événement distinct donnant lieu à l'application de la pénalité.
Non-respect des exigences environnementales prévues aux articles 8.13 du CCAP et 3.3 des CCTP	50 euros HT par constat (forfaitaire)	Chaque constat de non-conformité environnementale sera considéré comme un événement distinct donnant lieu à l'application de la pénalité.
Absence de propreté des zones d'activité (Art. 2.5 des CCTP)	50 euros HT par zone d'activité laissée non propre	Chaque constat de zone d'activité laissée non propre sera considéré comme un événement distinct donnant lieu à l'application de la pénalité.
Non production des livrables prévues à l'article 7 des CCTP	50 euros HT par livrable et par jour de retard	Chaque constat de livrable non livré dans les délais sera considéré comme un événement distinct donnant lieu à l'application de la pénalité.
Non-respect des délais de livraisons des fiches techniques de produits (Art. 6.1 des CCTP)	50 euros HT par constat (forfaitaire)	Chaque constat de retard sera considéré comme un événement distinct donnant lieu à l'application de la pénalité.

11.3 Pénalité pour travail dissimulé

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre attribué au Titulaire concerné et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5, soit 225.000 euros ou 375.000 euros en cas d'emploi d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

12. Responsabilités

Le Titulaire sera responsable, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, les frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du Titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au Titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Les Parties conviennent que les stipulations du présent article ne sont pas applicables en cas de manquement ou négligence du Titulaire en matière de protection des données à caractère personnel. Seules les dispositions de l'article 10. - Protection des données à caractère personnel sont applicables en cas de mise en jeu de la responsabilité des Parties en matière de protection des données à caractère personnel.

13. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés au Pouvoir Adjudicateur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

13.1 Garanties minimales exigées

Le prestataire précisera dans son offre :

- Le périmètre de la couverture de la garantie, qui devra impérativement couvrir les risques mentionnés ci-dessus ;
- Les plafonds de garantie ;

- Les limites de garantie, les exclusions ;
- Le montant des franchises ;
- Les modalités de remboursement par l'assurance ;
- Les modalités prévues par l'Assureur dans le cadre de la gestion des sinistres ;
- La nature des justificatifs qui seront demandés par l'assurance ;
- Les délais de traitement de la demande d'indemnisation par le prestataire et par l'assureur.

Par événement (ou sinistre), on entend chaque dommage se rapportant à un même fait générateur.

13.2 Dispositions en cas de sinistre

En cas de sinistre, le Titulaire devra informer immédiatement, au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés, et par écrit l'Acheteur, de tout sinistre s'étant produit, quand bien même les conséquences financières seraient en deçà des niveaux de franchise, sous peine d'être tenu personnellement de lui rembourser le montant du préjudice direct ou indirect résultant pour l'Acheteur de ce sinistre ou, d'être notamment responsable vis-à-vis de lui du défaut de déclaration en temps utile dudit sinistre notamment à la compagnie d'assurances des locaux de l'Acheteur.

Faute pour le Titulaire de déclarer comme précité les sinistres, il ne pourra pas être opposé de déchéance à l'Acheteur, qui pourra dès qu'il aura connaissance du sinistre saisir directement l'Assureur ou les Assureurs en raison de son action directe.

En cas de sinistre constaté, l'Acheteur mettra en œuvre toute mesure conservatoire qu'il trouvera opportune et visant à faire cesser le préjudice subi et sauvegarder ses droits.

Il pourra refacturer le coût de ces mesures au Titulaire à travers la garantie « frais supplémentaires ».

Si une expertise doit être diligentée, l'Acheteur laisse libre accès à ses locaux, à l'expert mandaté et à communiquer toute pièce permettant de démontrer de la matérialité des dommages et de leur évaluation financière.

Le Titulaire s'engage à adresser copie de tous les courriers de son ou de ses Assureur(s) inhérents à la gestion d'un sinistre en cours concernant l'Acheteur.

14. Résiliation du contrat

14.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Outre les cas visés à l'article 41 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- En cas d'atteinte du plafond de pénalité stipulé à l'article 11.1 du présent CCAP. Ce plafond, n'interdit pas de résilier l'accord-cadre selon les dispositions de l'article 41.1 c) du CCAG-FCS même si celui-ci n'est pas atteint ;
- En cas de décision de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article 10.2 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article 16 du présent CCAP.

Dans ces trois cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du Titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'Acheteur, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 % de la partie forfaitaire.

L'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

14.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

15. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 5 777 566 52 68.

16. Clauses complémentaires

16.1 Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT).

La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire de l'accord-cadre est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

16.2 Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Acheteur disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

16.3 Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il y est assujéti.

16.4 Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre** :

- 1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- 2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :
 - **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

16.5 Changement de circonstances

Il est convenu que, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire fera son affaire à ses frais de tout changement des dispositions législatives ou réglementaires ou des normes de place qui pourrait entraîner une évolution des conditions techniques d'exécution des prestations ou des services.

Toutefois, dans l'hypothèse de la législation ou de la réglementation applicable aux activités objet de l'accord-cadre aurait pour effet, en raison de sa nature ou de son étendue, de bouleverser significativement et sur une durée conséquente l'équilibre économique de l'accord-cadre, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'examiner de bonne foi les modifications qui peuvent être apportées aux prix pratiqués par le Titulaire, sans obligation pour l'Acheteur d'accepter une quelconque révision des conditions de prix, et ceci sans préjudice de l'obligation pour l'Acheteur de poursuivre l'exécution de ses obligations au titre de l'accord-cadre dans l'attente d'un éventuel accord des parties sur les mesures susceptibles d'être adoptées.

17. Dérogations

Les dérogations aux CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge aux articles 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 10.1 déroge aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS ;
- Les articles 11.1 et 11.2 déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS.